



## COMMUNIQUE DE PRESSE

---

PR28 - 12.08.2015

### **Les envoyés internationaux lancent un appel à la retenue et la reprise du dialogue au Burundi**

**Nairobi, le 12 août 2015** - L'impasse et l'instabilité politiques persistantes au Burundi, nécessitent retenue, leadership et vision de la part de tous les citoyens du Burundi afin d'empêcher de nouvelles violences. Nous condamnons les récentes attaques et félicitons ceux qui appellent au calme. Après des mois de troubles et un processus électoral controversé, le gouvernement burundais peut commencer à restaurer sa crédibilité en engageant un dialogue politique inclusif avec les partis politiques, en particulier l'opposition et *les frondeurs* du CNDD-FDD, ainsi que la société civile.

L'équipe des envoyés spéciaux internationaux, en particulier l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, l'Envoyé spécial de l'Union africaine, Ibrahima Fall, l'Envoyé spécial des États Unis pour la région des Grands Lacs d'Afrique, Thomas Perriello, le Coordonnateur principal de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs, Koen Vervaeke, et l'Envoyé spécial de la Belgique pour la région des Grands Lacs, Frank De Coninck, appellent à l'arrêt immédiat de la violence, au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et à la reprise d'un dialogue politique inclusif. Ils condamnent l'assassinat du général Adolphe Nshimirimana et les agressions contre le défenseur des droits de l'homme, Pierre Claver Mbonimpa, le journaliste, Esdras Ndikumana, et d'autres personnes, et demandent que les auteurs soient tenus responsables, dans le respect d'une procédure équitable. La violence ne peut pas résoudre la crise politique au Burundi mais va plutôt accentuer l'instabilité. Les appels à la violence seront toujours condamnés et ne feront que jeter le discrédit sur les personnes et les partis qui en sont responsables. Les Envoyés invitent le gouvernement du Burundi et les partis politiques à redoubler d'efforts en vue d'une reprise immédiate d'un dialogue politique transparent, inclusif et global. Pour qu'un tel dialogue soit crédible et efficace, il doit aborder les questions fondamentales, notamment le respect des droits de l'homme, la liberté de la

---

United Nations Office in Nairobi – P.O. Box 48246, Nairobi, KENYA

**For more information, please contact:**

Penangnini Toure, Public Information Officer • Email: [tourep@un.org](mailto:tourep@un.org) • Phone : +254 41 350 6324 • Mobile: +254 715 703 417

presse et autres libertés fondamentales, et la nécessité d'une meilleure gouvernance inclusive.

Les Envoyés pensent que le leadership de la Communauté des États de l'Afrique de l'Est (CEAE), avec le soutien de l'Union africaine (UA) et des Nations Unies (ONU) a été et continue d'être important dans la recherche d'une solution pacifique et politique pour le Burundi. Ils saluent les efforts de l'Ouganda pour trouver une solution consensuelle. Ils appellent la communauté internationale à soutenir les efforts de l'UA et de tous les Garants de l'Accord d'Arusha pour la restauration du dialogue suite au processus électoral contesté. La décision prise la semaine dernière par l'Assemblée nationale de supprimer les quotas qui assurent l'équilibre ethnique et de genre au sein de son comité de direction laisse présumer d'une intention plutôt inquiétante du parti au pouvoir d'abroger l'un des principes fondamentaux de la paix et de la stabilité qui a permis au Burundi de sortir d'une longue période de guerre civile. Ils invitent toutes les parties à renouveler leur respect pour l'Accord d'Arusha et ses dispositions relatives au partage du pouvoir.

La crise au Burundi s'est répandue au-delà de ses frontières, avec plus de 200 000 personnes à la recherche de refuge dans la région. Les derniers chiffres indiquent qu'il y a 85 200 réfugiés burundais en Tanzanie, 71 600 au Rwanda, 28 300 en Ouganda, 14 322 en RDC, 7 000 au Kenya et 3 000 en Afrique australe. Les Envoyés rendent hommage à ces pays pour leurs contributions humanitaires en tant que pays hôtes des réfugiés. Un dialogue générateur d'une solution politique à l'instabilité au Burundi est la meilleure voie à suivre pour faciliter le retour des réfugiés et prévenir l'instabilité au niveau de la région.

Le gouvernement burundais ne peut pas se permettre de s'engager dans une voie caractérisée par l'instabilité, la division, un déclin économique extrême, et une crise humanitaire. Faisant déjà partie des plus fragiles dans le monde, l'économie burundaise s'est davantage effondrée au cours de ces derniers mois et montre peu de signes de reprise en l'absence d'un règlement de la crise. Les bailleurs de fonds ont clairement indiqué que leur volonté de poursuivre leur collaboration avec le gouvernement est tributaire des progrès vers le rétablissement des valeurs démocratiques du pays à travers un dialogue sérieux et inclusif. Les Envoyés exhortent le gouvernement burundais à saisir immédiatement l'opportunité de dialogue pour forger pour le Burundi une nouvelle voie décidée par toutes les parties politiques, la société civile et le peuple du Burundi épris de paix, avec le soutien de la CEAE, l'UA, l'ONU ainsi que de la communauté internationale.

---

United Nations Office in Nairobi – P.O. Box 48246, Nairobi, KENYA

For more information, please contact:

Penangnini Toure, Public Information Officer • Email: [tourep@un.org](mailto:tourep@un.org) • Phone : +254 41 350 6324 • Mobile: +254 715 703 417